



Solidaires, Unitaires et Démocratiques



CER Rhône-Alpes

**Séance du 28 Janvier 2015**

### **Déclaration Générale SUD-Rail**

Cette séance du CER se tient à la veille d'une manifestation nationale des cheminots, qui ont de nombreuses raisons de se mobiliser tant les orientations de la direction sont contraires aux intérêts des cheminots et du service public ferroviaire.

Le budget 2015 n'annonce rien de bon pour les conditions de travail des cheminots et pour le service rendu aux usagers !

Encore plus de productivité pour les uns (avec une baisse de la masse salariale annoncée de 60 millions d'euros) et une nouvelle augmentation appliquée au tarif des billets pour les autres.

C'est donc un budget qui, sur les sujets essentiels, comme l'emploi et les rémunérations, va dans le sens des suppressions d'effectifs et de la rigueur salariale. Pire, avec « Excellence 2020 » et sa batterie de plans de performance, ce sont bien les cheminots qui vont payer la facture d'une politique d'austérité et d'éclatement de l'entreprise au cœur d'un réseau dont le vieillissement se poursuit...

Face à toutes ces économies faites sur le dos des cheminots, la délégation SUD-Rail veillera à obtenir un bilan précis des surcoûts générés par la mise en place de cette réforme et par la multiplication des coûts d'interface entre les 3 EPIC.

A nos yeux, ce projet de budget 2015 reflète aussi la poursuite de la marche forcée vers la désintégration de la SNCF, noyée à travers près de 900 filiales évoluant dans le périmètre de SNCF Mobilités, qui au-delà des effets négatifs sur l'efficacité et la sécurité du système ferroviaire, amène aussi son lot de surcoûts découlant des frais de transaction externes et internes. Le volume de sous-traitance et travaux est passé de 191 M€ en 2013 à 209 M€ en 2014, le budget 2015 le fixe à 231 M€ : c'est un signe lourd de conséquences. Le recours accru à la sous-traitance représentera l'équivalent de 225 emplois de cheminot-e-s à statut, à temps plein.

C'est donc une nouvelle baisse des effectifs qui est prévue en 2015 avec une suppression de 1 200 emplois entre l'effectif moyen estimé 2014 et l'effectif moyen du budget 2015.

Le gouvernement a donc clairement affiché ses attentes en matière de réforme ferroviaire, ce ne sera bien qu'une politique où l'abandon du service public sera la règle au profit de lobbies privés peu regardant quant aux obligations liées à la sécurité des circulations ferroviaires ou complètement dévoués au transport sur route.

Pourtant, les trois accidents majeurs de Brétigny, Carbonne et Denguin, associés au vieillissement du réseau ferré auraient du être des signaux forts pour changer de politique et mettre la sécurité au cœur de toutes les préoccupations et ce, quel qu'en soit le coût financier afin d'éviter d'autres catastrophes. Le choix politique fait par le gouvernement et la direction de l'entreprise de limiter le développement des effectifs de l'Infra est une erreur stratégique grave et l'aveu d'une vision à très court terme ne prenant pas en compte les attentes des usagers.

---

Et oui, les cheminots le ressentent tous les jours dans leurs conditions de travail, sur leur feuille de paie ; les chiffres le confirment : ce sont l'emploi, les conditions de travail et les salaires qui sont mis à contribution pour parvenir au respect des objectifs financiers et l'année 2015 ne dérogera pas à la règle car les rapports financiers ont depuis longtemps pris le pas sur les rapports humains.

La délégation SUD-Rail exige une autre politique de l'emploi, le remplacement de chaque départ, qu'à minima l'ensemble des Cadres d'Organisations dans les établissements soient respectés et que des embauches supplémentaires soient réalisées pour permettre aux cheminote-s d'assurer leurs missions quotidiennes dans les meilleures conditions de santé et de sécurité et afin de pouvoir répondre pleinement aux attentes des usagers.

Il faut :

- Des moyens humains et financiers nécessaires à rendre aux usagers le service de qualité qu'ils sont en droit d'attendre.
- Une formation professionnelle au service des agents et pas uniquement au service de l'entreprise.
- Une véritable politique de prévention transverse des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail.
- Une réelle volonté d'intégration des travailleurs handicapés
- Une vraie évolution de la mixité et de l'égalité professionnelle.

La liste, là aussi, pourrait être longue. Le budget 2015 dans ses orientations est malheureusement l'aveu que la loi ferroviaire ne vise absolument pas à faire de la SNCF une grande entreprise publique ferroviaire européenne de référence en termes sociétaux et environnementaux, mais bien à contribuer encore plus à son démantèlement au profit d'une minorité qui continuera de s'enrichir à coût de dumping social, d'abandon du réseau et d'abandon du service rendu aux usagers.

Demain, dans la rue, les cheminots diront avec force, qu'ils rejettent la politique menée par leurs dirigeants !

Concernant le CE du mois de décembre, nous ne reviendrons pas sur l'accueil musclé des CRS et des vigiles, mais sur votre comportement. Ne pas discuter avec 150 cheminots d'Oullins qui ont compris que leur établissement allait fermer est une première. C'est décidément un piètre exemple de courage managérial ! Mais c'est vrai que c'est en droite ligne avec le courage que démontre le président Pepy qui après plusieurs annulations a choisi de se planquer le 15 janvier. SUD-Rail juge scandaleux que les dirigeants demandent à longueur d'année aux DPX de faire preuve de courage managérial quand ils ne sont pas foutus d'en faire de même.

Pour conclure cette déclaration, nous interviendrons sur la question de la sécurité ferroviaire :

SUD-Rail vous interpelle une nouvelle fois sur les dérives hebdomadaires que nous constatons sur la sécurité des circulations. Il faut inverser votre politique de gestion du parc engin ; vous devez arrêter les objectifs de disponibilité à tout prix et redonner le pouvoir d'autorité aux opérateurs de maintenance ! Il en va de la sécurité des circulations.

La situation sur l'Ouest Lyonnais continue également d'être alarmante. Pour preuve les deux derniers franchissements de signaux d'arrêt. Il est temps de cesser de vous mettre des œillères et

---

d'agir avant qu'une catastrophe ne se produise !!! Ce n'est pas un système de primette basé sur la productivité qui va arranger la situation : l'absentéisme, les agents inaptes ainsi que les événements conduite sont toujours aussi importants.

Aussi, depuis la mise en place de votre consigne régionale EAS « pour sauver des trains », nous vous avons fait remonter de nombreux exemples du non respect de cette dernière ainsi que des fortes pressions exercées sur les Agents De Conduite. Des engagements avaient été pris pour faire un recadrage auprès des COP.

Pourtant Le 5 décembre vous avez été encore plus loin : En plein conflit social vous n'avez pas hésité à faire circuler en EAS le train 17622 entre Chambéry et Grenoble : Outre le fait que la « LY V0 0045 » interdit la circulation de trains EAS en cas de préavis de grève ; le ou les donneurs d'ordre ont supprimé tous les arrêts, ce que la consigne interdit également. Tout cela bien entendu sans la remise d'un bulletin d'ordre à l'ADC.

Mais le pire est à venir : L'ADC du train 17622 n'avait pas la connaissance ligne Chambéry/Grenoble et n'est pas formé à la circulation sur voie banalisée.

Cet exemple démontre clairement que vous ne vous souciez plus de la sécurité des circulations et que vous êtes prêt à faire courir de grands risques aux usagers et cheminots.

SUD-Rail vous demande de stopper toutes les circulations en EAS avant qu'une catastrophe ne soit à déplorer sur la Région.

Ces différents sujets démontrent le fossé gigantesque qui sépare les cheminots de ceux qui les dirigent.

SUD-Rail ne fera pas semblant de discuter avec vous Madame la directrice, puisque de dialogue il n'y en a plus et que vous en portez la responsabilité !

La délégation SUD-Rail quitte donc cette séance et vous invite à écouter demain les slogans qui seront criés par les cheminots dans les rues de Paris !

---